

Le maire de Bujumbura déplore "beaucoup d'irrégularités" dans sa gestion

@rib News, 17/08/2017 Source Xinhua L'absence d'une loi régissant la province urbaine de Bujumbura-Mairie est la base de "beaucoup d'irrégularités", a déclaré mercredi à Bujumbura Freddy Mbonimpa (photo), maire de la ville de Bujumbura. Le maire Mbonimpa exprimait ainsi ses préoccupations au cours d'une réunion des activités des élus locaux de Bujumbura-Mairie sous l'égide du président du Sénat burundais, Ruvoren Ndikuriyo.

"En effet, il n'y a pas de loi sur laquelle Bujumbura-Mairie peut s'appuyer pour empêcher aux services d'urbanisme d'octroyer illégalement des parcelles ou la construction anarchique des maisons. Par ailleurs, autant la mairie de Bujumbura n'a pas de prérogatives pour fixer elle les limites territoriales avec les autres provinces, autant elle ne peut s'en prendre à tout individu fautif sans être doté d'un outil législatif approprié, en particulier sur le plan pressif", s'est plaint devant le président de la chambre haute du parlement bicaméral burundais. En dehors de ces défis, la mairie de Bujumbura jouit actuellement de certaines opportunités pour son épanouissement socio-économique dans les années à venir, a-t-il nuancé en citant notamment dans la récente inauguration de sept marchés dans la municipalité urbaine de Bujumbura grâce à un appui financier de l'Union Européenne (UE). De son côté, le sénateur Ndikuriyo a déclaré que la chambre haute du parlement bicaméral burundais va prêter main forte à la mairie de Bujumbura durant toutes les phases de résolution des différents défis. M. Ndikuriyo a cité notamment le manque d'une législation de la mairie de Bujumbura la détermination des limites territoriales de celle-ci, l'exploitation illégitime des espaces verts et la problématique de construction des maisons précaires du quartier d'immondices Origine en zone urbaine de Buterere (nord de Bujumbura). "Cette question de construction précaire du quartier des déchets à Buterere doit obtenir une réponse appropriée dans les meilleurs délais. Pour ce faire, la commission sénatoriale chargée d'examiner en amont et en aval cette problématique de ce quartier doit se saisir de cette question en urgence, afin que toutes les maisons y originées illégalement, soient détruites", a-t-il recommandé.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});